

EAU ET ASSAINISSEMENT EN AMÉRIQUE CENTRALE : LA GESTION COMMUNAUTAIRE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans les régions rurales du Nicaragua et Honduras, les comités pour l'eau potable et l'assainissement jouissent d'une très forte notoriété. Le nombre d'organisations qui s'emploient à amener l'eau potable dans plusieurs milliers de communautés et de villages ruraux n'a cessé de croître ces dernières décennies. Sans ce mouvement citoyen, l'un des principaux buts des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) resterait un vœu pieux.

« Amener l'eau jusque dans nos maisons est une tâche laborieuse, qui incombe essentiellement aux femmes », relève Auxiliadora Úbeda, coordinatrice nicaraguayenne du Comité de Agua Potable y Saneamiento (CAPS) La Esperanza. Sa communauté, qui fait partie de la municipalité de Jinotega, dans le nord du Nicaragua, a acquis une solide expérience dans la gestion d'un modeste système d'eau potable. Il y a une vingtaine d'années, la communauté avait construit, avec le soutien d'une ONG, trois puits munis de pompes à corde. Au fil des ans, deux puits sont devenus inexploitable par manque d'entretien, mais aussi en raison de la profondeur à partir de laquelle il fallait remonter l'eau. Aux problèmes techniques s'ajoutait un désintérêt de la population. Auxiliadora Úbeda raconte : « Le nombre de personnes prenant part aux réunions du CAPS n'a cessé de diminuer. Des sept membres élus, il ne restait finalement plus qu'une personne dispo-



Auxiliadora Úbeda,
coordinatrice du
CAPS La Esperanza,
Nicaragua



Un bassin pour filtrer l'eau potable est construit en travail communautaire (Honduras)

sée à s'impliquer dans ce projet, le trésorier ». Récemment, la population de La Esperanza a été invitée par la mairie de Jinotega à élire des représentants chargés de réactiver le CAPS et d'entreprendre les démarches administratives nécessaires au lancement d'un nouveau projet d'eau potable.

La plupart des comités pour l'eau potable d'Amérique centrale ont connu une histoire faite de hauts et de bas. Ces organisations issues de la société civile gèrent des milliers de petits systèmes d'approvisionnement en eau selon une approche qui fait l'unanimité. Les autorités et les habitants sont d'accord : dans un grand nombre de villages éloignés des centres urbains, l'approvisionnement en eau et l'assainissement de base ne pourraient être garantis sans la participation bénévole de la population. Au Honduras comme au Nicaragua, les administrateurs communautaires se concentrent sur le secteur de l'eau, tandis que l'assainissement est géré au niveau familial. Dans ce domaine, les comités jouent davantage le

rôle de promoteurs sociaux que de prestataires de services.

Selon François Münger, responsable des programmes globaux menés dans le secteur de l'eau par la Direction du développement et de la coopération suisse (DDC), les groupes de villageois organisés sous la forme de comités communautaires illustrent bien le développement fondé sur la participation volontaire et plurielle de la population. En Amérique centrale, la DDC s'associe aux efforts des villageois et des gouvernements pour réduire le nombre d'habitants qui n'ont pas accès à l'eau potable et à un système d'assainissement adéquat, nombre qui s'élève aujourd'hui encore à 4 millions de personnes. Réduire de moitié le nombre de personnes privées d'un accès durable à l'eau potable et à un assainissement de base est l'un des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) fixés par l'ONU à l'horizon 2015.

NICARAGUA

GARANTIR LA PÉRENNITÉ DES INSTALLATIONS : UNE LUTTE AU QUOTIDIEN

Pour Gilberto Aráuz, chef du département Aqueducs ruraux de l'institut nicaraguayen des aqueducs et des égouts (INAA), les *Comités de Agua Potable y Saneamiento (CAPS)* jouent un rôle décisif dans le fonctionnement des services d'eau et des systèmes d'assainissement. Son analyse est simple : si chaque CAPS compte trois membres, ce ne sont pas moins de 20 000 personnes qui sont à l'œuvre pour approvisionner les zones rurales du Nicaragua en eau potable. Or le gouvernement serait dans l'impossibilité de mener à bien ces projets s'il devait rémunérer cette main d'œuvre.

Assurer le bon fonctionnement des aqueducs, des pompes et des canalisations constitue un défi de taille. Gilberto Aráuz explique qu'il est plus facile de motiver les gens à participer aux travaux et à fournir



Gilberto Aráuz,
chef du département
Aqueducs ruraux
de l'institut
nicaraguayen des
aqueducs et des
égouts



Oscar Funes du comité El Jicarito-La Piedra contrôle le système de mesure

une contribution lors de la phase initiale d'un projet, lorsqu'ils n'ont pas encore accès à l'eau. Par la suite, les usagers estiment souvent avoir accompli suffisamment d'efforts pour pouvoir bénéficier des services de manière permanente. Or ce raisonnement ne tient pas : le CAPS doit veiller au paiement ponctuel du service, rendre des comptes et faire preuve de transparence, sans quoi l'infrastructure, conçue généralement pour une durée de vie de 20 ans, s'effondrerait.

Cet ingénieur de l'administration publique à Managua souligne la difficulté, pour les CAPS, d'inscrire leur projet dans la durée

du fait que les administrateurs communautaires ne bénéficient d'aucun financement direct. Si bon nombre d'entre eux y parviennent, cela n'en reste pas moins un défi permanent. Pour garantir le succès de leur entreprise, il faut en effet que la communauté des usagers soit consciente que la pérennité des services d'eau potable passe par un paiement équitable et responsable.

Gilberto Aráuz explique que les relations directes entre l'INAA et les CAPS sont limitées en raison du manque de ressources. Aussi n'est-ce qu'avec le soutien d'acteurs de la coopération internationale que l'INAA peut ponctuellement rendre visite aux CAPS. La formation assurée à l'échelon municipal est un autre exemple de collaboration directe. Destinée à un groupe de CAPS, elle porte sur des thèmes liés à la gestion, à l'exploitation et à la maintenance des systèmes d'eau potable.

Bien que l'Etat ne contribue pas aux frais d'exploitation des CAPS, il existe des mécanismes de financement applicables aux nouveaux investissements. Gilberto Aráuz relève que dans les zones rurales, le fonds d'investissement social d'urgence (FISE) reçoit de l'argent du gouvernement et regroupe les investissements de la coopération internationale. Les projets mis en œuvre par le FISE associent les municipalités et les communautés, chaque partie contribuant à un certain pourcentage des investissements. Quant aux communautés rurales, elles fournissent avant tout de la main d'œuvre non qualifiée.



La joie d'avoir accès à l'eau potable: Le comité de l'eau de la communauté «Walter Calderon» examine le nouveau système de filtrage

HONDURAS

PEÑA BLANCA : LORSQUE HOMMES ET FEMMES TRAVAILLENT MAIN DANS LA MAIN

A Peña Blanca, une communauté indigène de l'ethnie Lenca dans le département d'Intibucá, le plan d'action communautaire a donné naissance à un projet d'eau potable et de latrines, dont la *Junta Administradora de Agua Potable y Saneamiento (JAAPS)* a pris les rênes avec le soutien du maire de la municipalité de San Isidro. La Direction du développement et de la coopération suisse (DDC) a accepté de fournir une contribution financière à travers le projet AGUASAN, en couvrant 58 % des investissements, la mairie en assumant 6 %. En contrepartie, les habitants de Peña Blanca ont assumé le travail de main d'œuvre non qualifiée et fourni des matériaux locaux correspondant à 36 % de l'investissement total.

Francisco Martínez, maire de la municipalité de San Isidro, salue les bienfaits du projet sur la santé de la communauté : « Avant, lorsque la population puisait l'eau dans les rivières et les étangs, ou collectait les eaux de pluie sans les traiter, la diarrhée était un problème permanent. Aujourd'hui, elle est devenue très rare : les gens boivent de l'eau propre et ne font plus leurs besoins à l'air libre puisqu'ils possèdent des latrines. »

Le maire observe en outre que l'expérience de Peña Blanca a incité la municipalité à lancer deux autres projets d'eau potable et d'assainissement dans des communautés qui n'avaient jusque-là encore jamais bénéficié de tels services. La mairie soutient ainsi des rencontres communautaires au cours desquelles des JAAPS ayant déjà organisé et mis en œuvre des projets d'eau partagent leurs expériences avec les habitants d'autres villages, leur exposent les résultats obtenus et décrivent leur mode de fonctionnement. Cette démarche amène les



Francisco Martínez,
maire de San Isidro,
Honduras



Les femmes jouent un rôle important dans le comité de l'eau de El Crique de Oro (Honduras)

responsables d'autres communautés à s'intéresser à leur projet, à se rendre sur place pour mieux le connaître et à lancer leur propre processus d'organisation.

Quel est le rôle des JAAPS ? Selon le maire, les comités communautaires ont démontré qu'ils respectent leurs règlements et assurent la gestion et l'exploitation efficaces des services. En ce sens, ils jouent un rôle-clé pour le développement de la municipalité. Si les JAAPS n'étaient plus en mesure de garantir la pérennité des systèmes et des services, la mairie se trouverait confrontée à un défi de taille, au plan aussi bien financier que technique. Il faudrait, le cas échéant, créer toute une structure susceptible de prendre le relais des JAAPS, qui bénéficient d'un grand pouvoir de mobilisation au sein de la communauté et qui, aux côtés de la mairie, répondent à d'autres besoins de travail communautaire. A cet égard, Francisco Martínez signale que la JAAPS a aussi été le canal par lequel la communauté s'est associée à un projet d'électricité.



María Suyapa, secrétaire du JAAPS Peña Blancas, en compagnie de son mari Erasmo Meza, Honduras

La participation active des femmes au sein du comité a été une nouveauté pour la communauté de Peña Blanca. María Suyapa Rodríguez s'est engagée dans cette aventure sans la moindre hésitation : « Jusque-là, les femmes ne participaient pas à ce genre de projet par manque de confiance. A cause d'un niveau d'études généralement peu élevé, nous ne nous sentions pas à la hauteur. Dans les ateliers consacrés au projet d'eau et d'assainissement, nous avons toutefois compris que les femmes ont non seulement la capacité, mais aussi le devoir d'y participer. J'ai donc accepté d'intégrer la direction du JAAPS en qualité de secrétaire, aux côtés de deux autres femmes, dont l'une est responsable-adjointe et l'autre trésorière. Après deux ans, je me sens transformée : je sais aujourd'hui que je suis capable d'assumer d'autres charges, tant dans le comité consacré à l'eau que dans le cadre d'autres projets de la communauté. »

Erasmó Meza, le compagnon de María Suyapa, l'a fortement encouragée à entrer au comité : « Lors d'une formation, j'ai été sensibilisé à l'égalité des droits entre hommes et femmes et à la capacité des femmes à occuper des postes à responsabilités au même titre que les hommes. Je l'ai donc encouragée à participer aux réunions et à accepter d'assumer une fonction au sein du JAAPS. Les hommes se consacrent davantage à l'agriculture, alors que les femmes sont les premières concernées par tout ce qui a trait à l'eau. Je pense donc qu'il est important qu'hommes et femmes travaillent main dans la main dans le cadre de ce projet et au sein de la JAAPS.



Une eau potable de qualité réduit les maladies, améliore la santé et augmente la qualité de vie

L'UNION FAIT LA FORCE : NAISSANCE DU RÉSEAU NICARAGUAYEN DES COMITÉS DE L'EAU COMMUNALES

Les comités communautaires en charge de l'eau potable et de l'assainissement jouent un rôle croissant au Nicaragua. Avec le temps, des membres de différents *Comités de Agua Potable y Saneamiento CAPS* ont ressenti le besoin de se rapprocher les uns des autres, estimant qu'ils partageaient une vision, des problèmes et un combat communs. C'est ainsi que des liens se sont tissés entre CAPS aux niveaux local, communal et départemental, donnant formellement naissance au réseau nicaraguayen des CAPS en 2011. Ce réseau a évolué vers une véritable plateforme de dialogue permanent pour les administrateurs communautaires des systèmes d'eau et d'assainissement. L'assemblée générale, qui se réunit deux fois par an, constitue la plus haute instance nationale. Chaque département est représenté par trois membres élus par leurs communautés respectives.

Les responsables expliquent que le réseau est né en 2003, lorsque les sources d'eau de deux communautés de la municipalité de San Dionisio furent gravement menacées. L'abattage d'arbres sur plus de 4 hectares (6 *manzanas*) de forêts de montagne ont compromis l'approvisionnement en eau de 16 000 personnes. « En tant que responsables communautaires, nous avons organisé une manifestation contre les acheteurs de bois, à laquelle ont assisté quelque 600 personnes. Nous nous sommes adressés aux instances gouvernementales (police nationale, ministère de l'environnement, institut forestier national), mais toutes se sont prononcées en faveur de l'exploitant. »

Le réseau fonctionne aux niveaux municipal, départemental et national. Pour de nombreux membres des comités, le contact avec les représentants d'autres CAPS constitue un appui précieux pour la résolution des problèmes courants ainsi qu'une plateforme enrichissante pour le partage d'expériences :

- **Meilleures pratiques** : lorsque les dirigeants d'un comité se plaignent d'une consommation irresponsable de l'eau entraînant une augmentation des coûts et menaçant la source d'eau, ils savent que d'autres CAPS sont confrontés au même problème : « Lors des réunions du réseau, nous écoutons les propositions formulées par d'autres participants et leur faisons part de nos propres expériences. C'est ainsi que nous avons discuté de l'introduction d'un système de mesure qui oblige les usagers à adopter un comportement responsable en termes de consommation d'eau. Lorsque nous reconnaissons une bonne pratique, nous veillons à ce que le réseau serve de canal pour sa transmission et sa mise en pratique. »
- **Information et soutien** : le réseau soutient les nouveaux CAPS dans leurs démarches juridiques et fournit aux communautés des informations sur des thèmes importants tels que le budget municipal destiné à l'eau potable et à l'assainissement. Selon des membres du réseau, ces informations permettent aux communautés de participer plus activement aux assemblées publiques locales, où elles peuvent demander qu'une partie des ressources soit destinée à de nouveaux projets ou à l'amélioration de systèmes existants.
- **Formation** : les institutions étatiques qui se trouvent à la tête du secteur de l'eau s'adressent au réseau pour envoyer aux CAPS des invitations à des ateliers, séminaires et formations techniques.
- **Coordination** : le réseau entretient des contacts avec les institutions gouvernementales des secteurs agricole et forestier ainsi qu'avec la police nationale. Il n'existe toutefois aucun rapport économique entre l'Etat et le réseau, comme nous le confirme un membre du comité directeur du réseau nicaraguayen de CAPS.

TROIS VOIX – UNE SEULE CAUSE :

« Au Nicaragua, nous estimons à 5 500 le nombre de CAPS et à plus d'un million le nombre de personnes qui en bénéficient. Cela représente près de 70 % de la population rurale. Les CAPS assument une tâche que le gouvernement ne pourrait remplir à lui seul. »

Gilberto Aráuz de l'institut nicaraguayen des aqueducs et des égouts (INAA)

« Nous sommes vraisemblablement les seuls à pouvoir approvisionner en eau les zones rurales que l'Etat n'est pas parvenu à desservir jusque-là. »

Un membre du comité directeur du réseau nicaraguayen des CAPS

« L'histoire a démontré que le succès de ce modèle de gestion communautaire réside en grande partie dans l'autonomie dont jouissent les JAAPS. Ces comités ne dépendent pas des prescriptions de tiers, mais sont guidés par les besoins de la communauté. »

Luis Moncada Gross, ex-directeur du bureau de l'eau et de l'assainissement du Honduras (ERSAPS)

IMPRESSUM

Editeur

Direction du développement et de la coopération (DDC)
Division Amérique latine et les Caraïbes
Freiburgstr. 130, CH-3003 Berne
Tél: 41 31 322 34 41
cosude.amlat@eda.admin.ch

Photos

Alfonso Flores et Thomas Jenatsch, DDC

Informations complémentaires

www.aguasan.org

Cette publication est également disponible en allemand, en anglais et en espagnol